



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

27 septembre 2005

Volume 4, Numéro 10

LIGNE DE FOND..... 1

Dans son premier discours devant le Comité des négociations commerciales, Lamy annonce une "nouvelle phase" de discussions..... 1

Le G-20 appelle les pays riches à répondre de manière constructive à des propositions sur l'agriculture..... 3

NOUVELLES DE L'OMC 5

Des propositions de 'benchmarks' sources de controverse dans les discussions sur les services..... 5

Agriculture : les Membres de l'OMC doivent adopter une approche "générale"..... 7

CEDEAO : le Comité ministériel de suivi de la négociation des APE évalue le processus en cours et plaide pour un APE centré sur le développement plus que sur le commerce9

A trois mois de la conférence de Hong Kong, la société civile africaine se concerta et émet des recommandations en direction des négociateurs..... 11

SUR LE FIL 13

Première audience publique de l'Organe de règlement des différends..... 13

La Chine signe un accord avec l'UE sur les textiles interdits d'accès ; négociations américaines bloquées 15

EVÉNEMENTS 17

PUBLICATIONS 19

LIGNE DE FOND

Dans son premier discours devant le Comité des négociations commerciales, Lamy annonce une "nouvelle phase" de discussions

Dans son premier discours devant le Comité des négociations commerciales, le 14 septembre, le nouveau directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a appelé les Membres à concentrer tous leurs efforts en vue de parvenir à un accord ambitieux et cohérent lors de la Conférence ministérielle de l'Organisation, en décembre à HongKong. Cet accord, a-t-il déclaré, devrait conduire les Membres aux deux tiers du chemin qu'il reste à parcourir pour mener à bien le Cycle de Doha, d'ici fin 2006. Lamy a averti que le Cycle de Doha ne serait couronné de succès que si la "dimension développement est au centre des négociations".

L'ancien commissaire européen a consacré une majeure partie de son discours aux mesures ayant trait au processus qu'il prendrait pour tenter de faire avancer les négociations. En ouvrant une "nouvelle phase" dans les négociations, il a exhorté les délégations à être "brèves, pragmatiques, et orientées vers l'action", au lieu de perdre du temps avec des déclarations longues et répétitives. Il a déclaré que l'OMC entrait dans une période de "négociations permanentes", comme dans un "centre d'entraînement" où une équipe de football s'enferme avant un match décisif.

Aperçu des obstacles de fond à surmonter

Au lieu de décrire l'état général des négociations, Lamy a choisi de donner un aperçu des questions stratégiques dans les discussions qui, estimait-il,

devaient être résolues "pour que nous sortions du cercle vicieux pour entrer dans le cercle vertueux." Celles-ci comprennent, entre autres, un accord, d'ici la Conférence de Hongkong, sur une date butoir pour les subventions à l'exportation de produits agricoles, une "perception claire" des voies et moyens de réduire et de limiter le soutien agricole interne et une formule de réduction tarifaire sur les produits agricoles qui incorpore des flexibilités pour certains produits. Concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, Lamy a déclaré que les Membres auraient à "trouver le juste équilibre entre la formule [de réduction tarifaire] et les flexibilités."

"D'ici à la Conférence de Hongkong", a poursuivi Lamy, "les Membres devraient élaborer différentes approches dans le domaine des services, avec pour résultat un nombre accru et une meilleure qualité." Il a également vivement invité les Membres à tenter d'arriver à des projets de textes négociés dans les domaines de l'antidumping, des subventions et des mesures compensatoires, et dans celui des subventions aux pêcheries, au sein du Groupe de négociation des règles.

Le directeur général de l'OMC a insisté sur la centralité des préoccupations relatives au développement dans tous les domaines des négociations en cours. "Le défi consiste à développer au maximum la valeur développement de chaque secteur et du cycle dans son ensemble", a-t-il déclaré. Il s'est notamment dit convaincu qu'un volet "Aide pour le commerce" pourrait "nous aider à concrétiser l'ensemble de résultats du Cycle en matière de développement."

Des sources dans les milieux du commerce ont également déclaré que les Membres auraient à convenir, d'ici la Conférence de Hongkong, d'un amendement sur la santé publique à apporter à l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce.

Lamy met l'accent sur l'efficacité, la transparence et invite vivement à une évaluation constante des progrès

En tant que directeur général de l'OMC, Lamy préside le Comité des négociations commerciales. Il a exposé certains des changements qu'il comptait apporter au mode de fonctionnement de l'Organisation, sous sa direction. Mettant l'accent sur le fait que le but du Comité des négociations commerciales était d'évaluer les progrès dans les différents domaines de négociation, il a déclaré ne pas vouloir fixer de date pour la prochaine réunion du Comité, comme à l'accoutumée. Il attendrait plutôt de voir ce qui se passait dans les différents groupes de négociation avant de fixer la date de la prochaine session du Comité des négociations commerciales.

Dans son discours au Comité des négociations commerciales, comme à la conférence de presse qui a suivi, Lamy a souligné que Genève devait être le centre de l'activité de l'OMC d'ici la Conférence de Hongkong. Il a déclaré que d'autres initiatives visant à faire avancer les négociations étaient les bienvenues, mais qu'elles devaient être menées de manière à appuyer les processus basés à Genève.

Lamy a déclaré qu'il attacherait beaucoup d'importance à la transparence dans ses fonctions de directeur général. Il a ajouté qu'il aurait recours à des réunions formelles et informelles du CNC, au niveau des chefs de délégations, pour impliquer toutes les délégations Membres et pour les tenir informées des progrès réalisés dans ses consultations informelles.

En leur rappelant qu'ils étaient à précisément 3 mois du démarrage du sommet ministériel du 13 décembre, Lamy a demandé aux Membres d'évaluer les progrès - ou l'absence de progrès - de manière constante au sein des groupes de négociation afin de rester sur la bonne voie. Il avait effectivement identifié deux périodes charnières spécifiques pour l'évaluation avant décembre : mi-octobre, pour évaluer les progrès réalisés jusqu'à ce stade et pour arriver à une perception plus claire de ce que les Membres espèrent réaliser à HongKong;

et mi-novembre comme date à laquelle les Membres devraient voir la réalisation de résultats spécifiques et substantiels dans chacun des groupes de négociation. Idéalement, un projet de texte ministériel consolidé devrait avoir été rédigé d'ici cette date, ce qui donnerait aux délégations un mois pour aplanir les divergences avant la Conférence ministérielle, améliorant ainsi leurs chances d'arriver à un accord.

A la suite de la réunion, Lamy a lancé un appel aux États-Unis et à l'UE pour qu'ils fassent des concessions dans les discussions sur l'agriculture, en déclarant que ceci tirerait les négociations de l'impasse dans laquelle elles se trouvent. "Ils disposent d'une marge de manœuvre qu'ils doivent utiliser de manière tactique au maximum de leurs capacités" a-t-il ajouté. "La question est de savoir quand vont-ils montrer leurs cartes ?"

[Le G-20 appelle les pays riches à répondre de manière constructive à des propositions sur l'agriculture](#)

Les ministres et les hauts responsables des pays en développement qui constituent le bloc du G-20 dans les négociations à l'OMC ont conclu un sommet tenu les 9 et 10 septembre à Bhurban, au Pakistan, par une déclaration conjointe appelant les pays riches à entamer des négociations visant à réformer leurs politiques agricoles. Le but de la réunion était de débattre de stratégie, en prévision de la conférence ministérielle de l'OMC, à Hongkong, en décembre.

Les 25 points de la 'Déclaration de Bhurban' réaffirmaient l'attachement des membres du G-20 à leurs positions de négociation communes dans les discussions en cours, dans le Cycle de Doha, sur la libéralisation du commerce des produits agricoles. Ces points de vue, exprimés dans des présentations à l'OMC et dans une déclaration à la suite d'une réunion ministérielle similaire tenue à New Delhi, en mars 2005, appellent à la suppression des subventions à l'exportation dans un délai de 5 ans ; à une "réduction substantielle et effective" des

subventions agricoles ayant des effets de distorsion des échanges ; à une formule de réduction tarifaire qui entraîne des abaissements en pourcentage égaux sur des articles dans chaque fourchette (par opposition à des abaissement progressivement plus élevés), les pays en développement procédant à des réductions plus faibles ; la consolidation de tous les tarifs avec des plafonds différents pour les pays développés et les pays en développement ; et la fourniture d'un traitement spécial et différencié adéquat pour les pays en développement.

Le G-20 aux pays développés : Répondez à nos propositions

En juillet, les pays du G-20 ont proposé une formule de compromis sur l'accès aux marchés, lors d'une réunion mini-ministérielle informelle des ministres du commerce de l'OMC, à Dalian, en Chine. Bien que les délégations présentes à cette réunion aient convenu à ce moment-là, d'utiliser la proposition du G-20 comme point de départ pour les discussions consécutives, rien n'est sorti des négociations intenses menées à Genève dans les semaines qui ont suivi, les Membres ayant commencé à faire part de leur désaccord sur différents aspects de l'approche.

La Déclaration de Bhurban a appelé les principaux pays octroyant des subventions à répondre de manière constructive à leurs propositions, qui, selon la Déclaration, constituait "un terrain d'entente réel." Elle a mis en garde ces pays contre toute tentative visant à soutirer des concessions disproportionnées dans d'autres domaines de discussions du Cycle de Doha, en échange de la suppression des distorsions qui faussent les échanges dans le commerce des produits agricoles.

Des responsables, lors de la réunion, ont prêté une attention particulière à l'amélioration de la coopération entre le G-20 et les autres groupes de pays en développement à l'OMC, notamment le G-33, les PMA et les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Ils ont déclaré que les PMA devaient être exemptés des engagements de réduction tarifaire et que l'érosion des préférences pouvait être prise en compte par l'élargissement de l'accès aux marchés pour des produits dont l'exportation

présente un intérêt pour les bénéficiaires, ainsi qu'à travers la fourniture d'une assistance financière et technique.

Le G-20 a formellement réitéré son appui au but du G-33, qui est de permettre aux pays en développement de désigner des 'produits spéciaux' devant faire l'objet d'une libéralisation réduite, pour aider à prendre en compte les préoccupations en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et garantie des moyens d'existence, conjointement avec la mise en place d'un 'mécanisme de sauvegarde spéciale' pour leur assurer une certaine protection contre les brusques poussées d'importation. Le G-20 a annoncé son intention de soutenir les efforts du G-33 visant à élaborer une liste d'indicateurs pour l'identification de ces produits.

La Déclaration a également appelé à mettre un terme aux obstacles non tarifaires et à la progressivité des droits injustifiables - des tarifs plus élevés sur les produits alimentaires transformés, qui empêchent les pays en développement d'apporter une valeur ajoutée à leurs produits agricoles et à "la libéralisation la plus totale" du commerce des récoltes et des produits tropicaux qui peuvent être cultivés à la place de produits narcotiques illicites.

Le Secrétaire au commerce, à l'industrie et à la technologie de Hongkong, John Tsang, qui présidera la Conférence ministérielle, en décembre, était présent à Bhurban afin d'améliorer sa perception des préoccupations du G-20.

Des groupes de la société civile invitent l'Inde et le Brésil à quitter le groupe des "Cinq parties intéressées"

Dans le même contexte, plusieurs organisations de la société civile ont tenu une réunion en marge de la rencontre du G-20. Des représentants de ces groupes ont fait part de leurs préoccupations à certains des ministres présents à Bhurban. Des ONG et des associations d'agriculteurs, notamment, ont vivement invité l'Inde et le Brésil à quitter le groupe des "Cinq parties intéressées" qu'ils constituent avec l'Australie, l'UE et les États-

Unis, en faisant valoir que des discussions dans "des processus exclusifs tels que les green rooms, les réunions mini-ministérielles et les Cinq parties intéressées ne produisaient pas d'éléments favorables au développement". La déclaration conjointe a été signée par des ONG, notamment Oxfam GB-Pakistan, ActionAid-Pakistan et le Sustainable Development Policy Institute, basé à Islamabad.

Amorim : La balle est dans le camp des pays développés

A la fin de la réunion, le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, a déclaré que "la balle était dans le camp des pays développés". Ceci fait écho aux commentaires émanant de certains négociateurs basés à Genève, selon lesquels les États-Unis et l'UE devaient arriver à un accord sur la réduction des subventions agricoles, pour que les discussions progressent.

Les États-Unis et l'UE, pour leur part, tentent de trouver un terrain d'entente dans les discussions du Cycle de Doha. Le commissaire au commerce européen, Peter Mandelson, et la commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel, ont rencontré leurs homologues américains, le 13 septembre, à Washington. Ce même jour, en s'adressant au National Press Club, Mandelson a déclaré que les États-Unis et l'UE devaient convenir conjointement de l'élimination rapide des subventions à l'exportation. L'UE soutient avoir réformé son programme de subventions en 2003 et fait valoir que les États-Unis devraient réduire leurs subventions au lieu de les rehausser, comme ils l'ont fait au cours des dernières années. Les politiciens américains ont rétorqué que le soutien et les tarifs européens restaient plus élevés que ceux pratiqués par les États-Unis.

Les discussions sur l'agriculture à l'OMC ont redémarré le 13 septembre. Voir article sur l'agriculture dans ce numéro.

NOUVELLES DE L'OMC

Des propositions de 'benchmarks' sources de controverse dans les discussions sur les services

Un petit groupe de Membres influents de l'OMC a pris l'initiative controversée de proposer l'établissement de prescriptions multilatérales pour amener les pays à ouvrir leurs secteurs des services à la concurrence étrangère. Ces prescriptions viendraient en complément au processus actuel de présentation de demandes et d'offres pour la négociation de l'accès aux marchés dans le commerce des services.

Dans des 'non documents' informels présentés durant les consultations que le président du Conseil du commerce des services, l'ambassadeur Alejandro Jara du Chili, a démarrées le 14 septembre, l'Australie, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, Taiwan et l'UE ont exposé des approches qui établiraient des niveaux 'minimaux' de benchmarks pour que les Membres ouvrent des secteurs à la concurrence des prestataires de services étrangers. Les pays conserveraient toutefois la capacité de choisir quels secteurs libéraliser afin d'arriver à ces niveaux.

Des délégations de pays en développement, dont l'Argentine, le Brésil, l'Egypte, la Malaisie et les Philippines, se sont fermement opposées à ce concept. Elles ont soutenu que la mise en place de prescriptions minimales obligatoires d'accès aux marchés pour le commerce des services pèserait de manière disproportionnée sur les pays en développement, car les pays industrialisés avaient déjà souscrit à des engagements de libéralisation sur une part beaucoup plus large de leur commerce des services. Selon un délégué, les présentations informelles n'étaient rien d'autre qu'une tentative visant à s'assurer un "Cycle gratuit pour les pays développés", du moins en ce qui concerne les services.

Aux fins de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), les Membres ouvrent leurs

secteurs des services à la concurrence des entreprises étrangères en établissant la liste de leurs engagements - y compris toute restriction imposée à cet accès aux marchés - dans 12 secteurs divisés en gros en 160 sous-secteurs (MTN.GNS/W/120). Pour l'heure, il n'y a pas de prescriptions minimales en ce qui concerne le nombre de secteurs ou de sous-secteurs devant être ouverts et les Membres n'ont aucune obligation de présenter des offres en réponse aux demandes d'autres pays.

Le processus de présentation de demandes et d'offres doit être complété, soutiennent les partisans des 'benchmarks'

Tous les documents relatifs aux benchmarks appellent à l'établissement de cibles pour l'élargissement de l'accès aux marchés. Ils soutiennent que le processus actuel de présentation de demandes et d'offres ne permet pas d'élargir de manière significative l'accès aux marchés pour le commerce des services et qu'il doit donc être complété par des approches plurilatérales et multilatérales. Nombre de ces documents soulignent spécialement le manque de profondeur et le faible nombre d'offres initiales et révisées existantes en matière d'accès aux marchés, des les discussions en cours.

Selon la proposition japonaise, les Membres devraient convenir de niveaux cibles d'ouverture des marchés pour chacun des 4 modes d'offre de services dans l'AGCS. Les pays ayant déjà atteint le niveau de libéralisation convenu ne seraient pas tenus de procéder à des changements.

Appelant à un 'niveau de base commun des engagements' sur le commerce des services, l'UE a proposé une "approche fondée sur une formule." Celle-ci comprendrait des cibles quantitatives, par exemple les Membres étant tenus d'ouvrir un certain nombre de sous-secteurs à la concurrence étrangère, ainsi que des cibles qualitatives, pour s'assurer que les nouveaux engagements sont "significatifs". La proposition européenne subordonne la portée de l'accès élargi à travers le Mode 4 - le mouvement transfrontières des individus pour la fourniture de services, un des rares domaines des discussions sur les services

dans lesquels les pays en développement ont été largement demandeurs - à la suppression des restrictions sur la propriété des sociétés de services par des étrangers, au titre du Mode 3, qui traite de la présence commerciale. De plus, ces benchmarks proposés pour l'accès aux marchés au titre du Mode 4 ne s'appliqueraient qu'aux sous-secteurs des services libéralisés dans le cadre de l'approche des benchmarks.

Comme l'UE, l'Australie a suggéré que les Membres conviennent d'un chiffre pour le nombre de sous-secteurs dans lesquels ils seront tenus de prendre des engagements. Selon l'Australie, les Membres devraient établir à Hongkong un "but clair" obligatoire pour améliorer les offres d'accès aux marchés d'ici la fin du Cycle de Doha.

La Corée a proposé que les Membres s'engagent à adopter un pourcentage déterminé de manière multilatérale pour les sous-secteurs où, jusqu'ici, ils n'ont pas souscrit d'engagement, notamment les sous-secteurs libéralisés de manière autonome. Le processus de présentation de demandes et d'offres servirait à déterminer dans quels secteurs et sous-secteurs les Membres prennent des engagements.

La Nouvelle-Zélande et Taiwan ont tous deux proposé des méthodologies pour quantifier la portée des engagements listés des Membres et d'y recourir pour établir des benchmarks en vue d'une libéralisation accrue. Pour la Nouvelle-Zélande, les Membres devraient s'attribuer des scores sur la base de leur portée sous-sectorielle, sectorielle et modale, avec des pénalités pour les restrictions à l'accès aux marchés et au traitement national. Un score cible servirait alors comme "norme de qualité minimale" pour la libéralisation accrue.

L'approche Taiwan mesurait la part des engagements complets et partiels des Membres dans les Modes 1 à 2, pour chacun des sous-secteurs. Taiwan a notamment appelé à l'élargissement de l'accès aux marchés dans les secteurs qualifiés par la CNUCED de "secteurs des infrastructures", pour lesquels les principaux bénéficiaires de la libéralisation seraient probablement les pays en développement (sous

réserve de cadres réglementaires adéquats). De plus, Taiwan a appelé de manière explicite à "découpler" du Mode 3 les engagements au titre du Mode 4.

Dans une présentation qui ne contenait pas de recommandations pour des benchmarks de libéralisation, la Suisse a exposé une méthode de quantification des engagements des Membres comparable à celle de la Nouvelle-Zélande.

La plupart des propositions suggèrent de compléter l'approche multilatérale par une approche de 'masse critique' plurilatérale. Dans un tel cadre, les groupes de Membres intéressés promettent de prendre des engagements larges dans des secteurs et des sous-secteurs particuliers dès que le groupe compte pour un pourcentage seuil convenu du commerce global de tels services. Pour les partisans de cette idée, les 'Groupes d'amis' informels, axés sur des questions sont un point de départ possible.

De nombreux pays en développement rejettent cette approche, craignant de subir des pressions pour adhérer à des accords plurilatéraux qui ne reflètent pas leurs priorités. Cette préoccupation découle du caractère non inclusif de certains de ces 'Groupes d'amis', ainsi que du fait que les contraintes en termes de ressources empêchent les pays en développement de participer de manière active à de tels groupes.

Tentative visant à lier les services et d'autres domaines de négociation

L'UE et le Japon notamment - au nombre des Membres de l'OMC les moins disposés à la libéralisation du commerce des produits agricoles - sont deux des défenseurs les plus ardents des benchmarks de libéralisation dans le commerce des services. L'UE a spécifié de manière explicite qu'une approche multilatérale de benchmarks "rendrait ces négociations [sur les services] plus conformes à d'autres domaines de négociation ... tels que l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles", une affirmation également soutenue par l'Australie.

Plusieurs délégations de pays en développement rejettent la comparaison, en déclarant que, contrairement à l'agriculture et à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les négociations sur les services n'ont pas, 'a priori', un niveau d'ambition élevé. Ces pays soutiennent que le principe qui sous-tend les propositions de benchmarks - l'idée qu'il devrait y avoir un niveau collectif d'ambition pour la libéralisation, applicable à tous les Membres - va à l'encontre de la structure même de l'AGCS, qui prévoit pour les pays en développement la flexibilité d'ouvrir moins de secteurs et de libéraliser moins de types d'opérations.

Ces pays ont fait valoir que les pays en développement auraient à faire des efforts beaucoup plus grands, en dépit des dispositions en matière de traitement spécial et différencié dans tous les documents qui fixent généralement des benchmarks plus faibles pour les pays en développement. Ils ont également noté que la proposition australienne ne prévoyait pas de flexibilité pour les pays en développement non PMA, là aussi, contrairement au langage de l'AGCS.

Les consultations de Jara sur les 'approches complémentaires' du processus de présentation de demandes et d'offres doivent reprendre cette semaine. La grappe des services - cluster - a démarré ses travaux le 19 septembre.

Agriculture : les Membres de l'OMC doivent adopter une approche "générale"

La semaine récente de négociations sur l'agriculture à l'OMC s'est terminée le 15 septembre, un jour plus tôt que prévu. La réunion - convoquée pour la première fois par le nouveau président du Comité de l'agriculture, l'ambassadeur Crawford Falconer, de la Nouvelle-Zélande - a convenu, de manière générale, que les Membres devaient adopter une approche générale des négociations sur l'agriculture et aborder une

gamme de questions à la fois, au lieu de l'approche "progressive" qu'ils avaient suivie jusqu'ici.

Ce changement de stratégie répond au fait que les négociateurs travaillent à présent directement sur des modalités effectives pour l'agriculture - pourcentages des baisses des droits de douane et des subventions, formules de réduction, critères pour le soutien interne, délais et périodes de transition - plutôt que sur un simple aperçu de ces questions. Ils n'ont pas été en mesure de convenir, fin juillet, de telles 'premières approximations' des modalités, et subissent à présent des pressions pour convenir des modalités elles-mêmes lors de la Conférence ministérielle de l'OMC, à HongKong, en décembre. Falconer a noté un "sentiment manifeste d'urgence accrue" dans les négociations, du fait que le sommet ministériel est dans moins de 3 mois.

La 'semaine de l'agriculture' s'est déroulée sur fond de discussions bilatérales de haut niveau entre l'UE et les États-Unis à Washington DC, qui ont fortement mis l'accent sur les éléments agriculture des négociations du Cycle de Doha. Ces discussions bilatérales se poursuivront à Paris, les 22 et 23 septembre et impliqueront également le Brésil et l'Inde (appelés, ensemble, le 'nouveau Quad'). Ces pays seront alors rejoints par l'Australie (pour constituer les Cinq parties intéressées - Five Interested Parties ou FIPS) et par un groupe plus large de pays (qualifié de FIPS+).

S'adressant aux journalistes, Falconer a salué la réunion du Nouveau Quad à Paris, en notant que "Ces quatre acteurs ont certains points de vue, et si nous souhaitons arriver à un consensus, ils doivent parler". Il a également observé que tous les Membres devaient mettre à profit les semaines à venir pour "parler entre eux, se saisir des questions et s'atteler aux approches qui peuvent marcher". Selon Falconer, alors que tous les pays devaient être impliqués, "nous avons besoin d'un accent politique pour les transformer en quelque chose d'opérationnel".

Les pays conviennent de la nécessité d'une approche générale dans les discussions sur l'agriculture

A la suite d'une réunion formelle du 13 septembre, les Membres se sont réunis dans différentes configurations. Falconer a demandé aux délégations s'il était temps de passer à une approche plus générale des discussions, puis a convoqué une réunion plénière informelle, le 15 septembre, pour entendre leurs réponses. Les Membres ont généralement fait part de leur accord, les pays du G-33 (une alliance qui soutient l'idée d'autoriser les pays en développement à désigner des 'produits spéciaux' devant faire l'objet de réductions tarifaires plus faibles et de la mise en place d'un 'mécanisme de sauvegarde spéciale' pour protéger ces pays contre de brusques poussées des importations), en soulignant qu'il était important que les Membres accordent une attention adéquate à la dimension développement des négociations sur l'agriculture.

Un désaccord qui s'est fait jour durant la session portait sur le degré d'ambition dans le cadre de chacun des trois 'piliers' des discussions sur l'agriculture : les subventions à l'exportation, le soutien interne et la réduction tarifaire. Le G-20 et les exportateurs de produits agricoles ont exigé des niveaux d'ambition élevés dans le cadre des trois piliers. Le G-10 (essentiellement les importateurs de produits agricoles des pays développés), a déclaré que les baisses des subventions à l'exportation devraient être les plus ambitieuses, suivies des abaissements du soutien interne et enfin, des réductions modérées dans les tarifs agricoles. Les États-Unis se sont dits disposés à commencer à examiner des chiffres ou des scénarios spécifiques afin de rendre les discussions plus concrètes. Après la réunion, un responsable américain a noté que l'échelonnement actuel des discussions était déséquilibré, car les progrès réalisés dans l'accès aux marchés, le domaine qui présente le plus d'intérêt pour les États-Unis, accusaient un retard par rapport aux autres piliers.

De plus, durant la réunion du 15 septembre, l'UE a déclaré souhaiter que les négociations sur l'agriculture, dans la période menant à la

conférence de HongKong, comprennent l'extension des indications géographiques à des produits autres que les vins et spiritueux. L'UE est en train de mener une bataille incessante dans ce domaine et a très récemment conclu, avec les États-Unis, un accord bilatéral sur les noms ayant trait aux vins et spiritueux.

Un certain nombre de pays ont mis l'accent sur la nécessité d'adopter une approche inclusive, "du bas vers le haut", des discussions, qui impliquerait tous les Membres de l'OMC. Ces pays ont demandé un premier projet de texte ministériel de Hongkong pour mi-novembre, afin d'avoir suffisamment de temps pour examiner et réviser le document. Falconer a mis l'accent sur le fait que les Membres devaient avoir sur la table, mi-octobre, quelque chose de concret qui, en retour, indiquerait ce à quoi ils pourraient s'attendre de manière réaliste à Hongkong.

Les Membres "disponibles" de manière permanente

A la suite de la clôture de la réunion du 15 septembre, les négociateurs sont "disponibles" de manière permanente ; Falconer peut convoquer une réunion plénière large à tout moment. La prochaine semaine de l'agriculture doit démarrer le 17 octobre. En pratique, les négociations se dérouleront de manière continue d'ici la conférence de Hongkong. On s'attend à ce que le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, tienne des sessions régulières du Comité des négociations commerciales pour faire l'état des lieux. Un certain nombre de réunions de haut niveau sont également prévues dans les capitales, la prochaine réunion de Paris, les 22 et 23 septembre étant la prochaine en ligne.

CEDEAO : le Comité ministériel de suivi de la négociation des APE évalue le processus en cours et plaide pour un APE centré sur le développement plus que sur le commerce

Le Comité Ministériel de Suivi des négociations de l'Accord de Partenariat Economique Afrique de l'Ouest - Communauté Européenne s'est réuni le 16 juillet 2005 à Dakar sous la présidence du ministre du commerce, de l'industrie de l'artisanat et de la promotion du secteur privé de la République du Niger, M. Habi Mahamadou SALISSOU. Cette réunion a enregistré la présence des ministres du commerce et des finances de l'Afrique de l'ouest. Les ministres avaient pour entre autres tâches d'examiner le rapport de la réunion des experts qui s'est tenue quelques jours avant. Quatre questions fondamentales ont ainsi été passées en revue et ont débouché sur des conclusions et recommandations qui devraient orienter les décisions et les prises de position à différents niveaux. Ces questions sont entre autres: l'état des négociations de l'APE avec l'Union Européenne, l'état des négociations multilatérale dans le cadre de l'OMC et l'adoption du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO.

La réunion des experts se penche l'état des préparatifs de la région

Huit groupes thématiques ont été mis sur pied pour élaborer des positions de négociation et en général renforcer les capacités des groupes de négociation qui participeront aux groupes thématiques conjoints A.O - CE. Les premières réunions de ces groupes ont eu lieu en février 2005 et la seconde série de réunions est en cours.

En vue de la constitution d'une union douanière, le processus d'extension du TEC de l'UEMOA à l'ensemble des pays de la CEDEAO est en cours comme convenu notamment dans la feuille de route des négociations de l'APE. Certains pays dont la Guinée Conakry sont déjà au stade de la mise en œuvre. Pour les autres, les listes d'exception (type A et B) ainsi que les justificatifs sont en cours d'élaboration.

Etat d'avancement des discussions entre l'Afrique de l'Ouest et la CE

Les experts ont rappelé la mise sur pied de 5 groupes thématiques conjoints et ont constaté un désaccord entre les deux parties en ce qui concerne le cinquième groupe. L'Afrique de l'Ouest veut que ce groupe soit consacré aux secteurs de production agriculture, pêche, produits artisanaux et industriels, tandis que la CE, souhaite que ce groupe soit consacré à de simples analyses sectorielles et ne soit pas un groupe de négociation.

Le rapport conjoint du groupe I sur la zone de libre-échange et l'union douanière a été adopté lors de la dernière réunion du Comité régional de négociation (CRN) au niveau des hauts fonctionnaires qui a eu lieu à Dakar en juin dernier. Une seconde divergence a été toutefois constatée, le côté européen ayant émis une réserve sur le point concernant les compensations des pertes des recettes douanières. Ce point est ainsi resté suspens.

Les OSC dans leur communication ont souligné leur rejet d'un APE purement commercial et ont recommandé la recherche d'un cadre de véritable partenariat économique basé sur le principe de non-réciprocité et de protection des industries naissantes de l'A.O. Elles ont aussi rappelé les positions des ministres de l'UA sur les questions de Singapour et la nécessité d'adopter des politiques régionales communes sur ces questions avant d'entrer en négociation avec toute tierce partie. Par ailleurs, les OSC demandent que l'adoption du TEC de l'Uemoa soit suspendue pour permettre une concertation de tous les acteurs concernés et prendre en compte les préoccupations des organisations paysannes pénalisées par un TEC agricole trop bas. Ceux-ci estiment que l'adoption du TEC de l'UEMOA risque de compromettre la mise en œuvre de la politique agricole commune de la CEDEAO, l'Ecowap. Enfin, la société civile attire l'attention sur le processus de négociation qui s'est emballé pour des raisons de calendrier et ne permet pas une concertation démocratique.

Lors de la réunion du CRN au niveau des hauts fonctionnaires de février 2005 à Bruxelles, les

deux parties ont examiné une structure de rapport conjoint. Cinq parties ont été proposées, (Introduction, Environnement institutionnel en A.O., Approfondissement du processus d'intégration en A.O., Amélioration de la compétitivité, Modalités de mise en œuvre et Mobilisations des ressources). La partie européenne accepte cette structuration sous réserve de préciser que les parties sur l'amélioration de la compétitivité et la mobilisation des ressources ne relèvent pas des groupes de négociation mais de la TFPR.

La première réunion de la TFPR a eu lieu en marge de la réunion des hauts fonctionnaires de juin dernier à Dakar. Elle s'est résumée à l'adoption de dispositions d'opérationnalisation, notamment la création d'un bureau tournant.

Conclusions de la réunion des experts

Les discussions sur l'état de négociations ont permis aux experts de constater que la CE confirme à chaque étape des discussions, son refus de négocier et de s'engager sur les questions de développement qui constituent pourtant la principale préoccupation de la région. En conséquence, ils ont recommandé aux ministres que la région exige un engagement politique de la CE sur la question des ressources additionnelles pour faire face aux coûts d'ajustement et à l'amélioration de la compétitivité des économies ouest-africaines. Sur les thèmes de Singapour, les experts ont rappelé que les questions d'investissement et concurrence figurent bel et bien sur la feuille de route et que la région a accepté de les négocier. Il y a cependant eu des divergences, certains experts étant d'avis, comme la société civile, que les négociations sur ces thèmes étaient prématurées. Le rapport des experts a en définitive mentionné la présence des questions de Singapour sur la feuille de route tout en se gardant de faire des recommandations pour les négociations.

En outre, le rapport des experts a fait une très brève mention de la communication de la société civile, indiquant que celle-ci se posait des questions sur la cohérence des négociations APE par rapport aux stratégies de développement de la région.

Deux autres points sur l'état d'avancement des négociations sur l'Agenda de Doha ainsi que les préparatifs de la 4ème foire de la CEDEAO faisaient partie de l'ordre du jour. Sur le premier point, le représentant des ambassadeurs à Genève a indiqué que les travaux n'avaient pas connu d'avancée notable et que les discussions prévues en fin juillet apporteraient plus de lumière. Enfin le dernier point a consisté en un point d'information sur la foire qui se tiendra à Abuja.

La réunion ministérielle

Après lecture du rapport des experts et avant les débats des ministres, la représentante de la société civile a demandé à chacun des ministres présents la faveur de pouvoir intervenir très brièvement pour éclaircir la position de la société civile qui n'avait pas été correctement rendue par le rapport des experts. La faveur accordée, l'intervention de la société civile a mis en exergue certains points forts sur lesquelles elle voulait attirer l'attention des ministres :

- L'APE est parti pour être un accord de libre-échange qui loin d'être profitable à l'Afrique de l'Ouest, lui portera plutôt préjudice. En conséquence, les OSC rejettent cet accord sous sa forme actuelle et demandent aux gouvernements de mettre un terme aux négociations d'un APE/ALE.

Les Osc estiment que tout accord avec l'UE doit être basé sur :

- la non-réciprocité qui permettrait à la région de créer et protéger son marché interne et de soutenir son processus de développement pour le porter à un niveau satisfaisant. Les OSC recommandent à ce propos d'obtenir que le partenaire européen soutienne la soumission du groupe ACP à l'OMC sur l'art XXIV du GATT;
- la cohérence avec les politiques régionales, bilatérales et multilatérales, en particulier avec les positions de l'Union africaine, spécialement en ce qui concerne les questions de Singapour;

En outre, sur l'intégration régionale, les OSC insistent sur la nécessité de revoir le TEC UEMOA

et de ne pas l'appliquer à toute la région Afrique de l'Ouest en ce qui concerne les produits agricoles notamment.

Les ministres ont tous exprimé leur insatisfaction en ce qui concerne la non prise en compte de la dimension développement. Certains ministres ont évoqué la possibilité de "descendre du train" autrement dit de se retirer des négociations, si leurs préoccupations continuaient à être ignorées. Certains ont également tenu à marquer qu'ils partagent entièrement et "officiellement" les positions de la société civile et les soutiennent. Ils demandent que la CE s'engage sur la question des ressources additionnelles et qu'elles soutiennent effectivement la soumission ACP sur l'art XXIV du GATT.

Faisant allusion au rapport conjoint du groupe technique I sur la zone de libre-échange, le Burkina Faso s'est élevé contre le fait d'accepter un document avec une réserve touchant une question de fond telle que celle de la compensation des pertes de recettes douanières. L'UEMOA a suggéré à ce propos d'adopter le principe de l'engagement unique, l'accord serait ainsi valable sur tous les points ou dans le cas contraire, pas valable du tout, s'il y a un manque de consensus sur un point quelconque.

Sur les questions de Singapour, les ministres ont réaffirmé leurs positions de l'UA prises lors de la conférence des ministres du commerce de l'UA au Caire, selon laquelle ces questions ne devraient pas être incluses dans l'APE. Des ministres des pays UEMOA ont également reconnu que les conditions dans lesquelles le TEC de l'UEMOA a été adopté ne leur étaient pas favorables, qu'ils n'étaient pas "prêts" et qu'ils se le "sont fait dicter". Il y aurait donc lieu pour eux de relire le TEC UEMOA pour certains secteurs.

Dans leur unanimité, les ministres ont exprimé le souhait d'être plus régulièrement consultés et ils ont indiqué leur volonté de s'impliquer de manière plus effective dans la négociation de l'APE.

En règle générale, des avancées dans la prise de position des ministres sur le traitement des questions de développement ainsi que sur la cohérence dans les différents niveaux de négociations (APE et OMC) sont notées. La possibilité pour certains pays de se retirer des négociations a été évoquée pour la première fois. Il est à déplorer que le rapport sur les conclusions et recommandations de la réunion ministérielle (adopté dans la soirée et sans la version anglaise) ait reflété les positions des ministres d'une manière relativement "timide" tel que l'a fait remarquer l'un des délégués.

Sources : Compte-rendu Enda.

A trois mois de la conférence de Hong Kong, la société civile africaine se concerta et émet des recommandations en direction des négociateurs

Réunie du 16 au 19 Août 2005 à Accra, sous l'égide du Réseau "Africa Trade Network", une centaine d'Organisations de la société civile (Osc) de l'ensemble du continent africain comprenant des organisations paysannes et de producteurs, des syndicats, des Ong, des mouvements et associations de femmes et de jeunes etc. se sont retrouvés pour mener une vaste discussion autour des questions en négociation au sein de l'organisation mondiale du commerce et dégager une position commune en perspective de la conférence ministérielle de Hongkong.

Commençant par une mise à niveau de l'ensemble des participants sur les sujets en discussion, la rencontre a vu la participation d'experts venus de Genève et de la sous-région qui ont fait des présentations de grande qualité qui ont, pour l'essentiel abordé l'état actuel des négociations, les positions mises sur la table par les différents membres, les enjeux de la conférence de Hongkong et la meilleure façon pour les pays africains d'y prendre part de façon avantageuse.

Les organisations de la société civile africaine actives dans le domaine du commerce, de l'agriculture et d'autres domaines voisins ont, à travers leur déclaration, réaffirmé le droit fondamental de mettre en œuvre des politiques favorables au développement des économies du continent et de préserver les droits sociaux et moyens de subsistance de la population. Au cours des deux dernières décennies, les institutions internationales telles que la Banque mondiale et le FMI ont mis en péril ces droits. Les politiques économiques de libéralisation et de déréglementation imposées par ces institutions ont entraîné l'effondrement des économies et des dégâts sociaux et environnementaux. De l'avis des Osc signataires de la déclaration, l'OMC apparaît actuellement comme une instance au sein de laquelle se poursuivent les desseins des institutions internationales en vue d'une libéralisation au seul profit des multinationales.

Quatre années après le lancement du fameux programme de développement de Doha, aucun progrès notable n'a été réalisé au titre des préoccupations de développement des pays africains et d'autres pays en développement qui ont été pourtant proclamées comme étant les éléments essentiels du succès du programme de Doha. Les pays développés de l'OMC ont contrarié tout effort visant à corriger les déséquilibres fondamentaux du régime de l'OMC qui ont contribué au bouleversement des économies et des populations des pays africains et d'autres pays en développement et ont poursuivi leurs tentatives d'imposer les besoins de leurs propres économies et de leurs sociétés au reste du monde.

Plusieurs années de résistance des pays africains, et des pays en développement en général, ont conduit à l'échec de la conférence ministérielle de Cancun. Depuis, la logique du deux poids deux mesures continue d'être la caractéristique fondamentale des négociations. Les pays industrialisés membres de l'OMC continuent de faire pression sur les pays en développement pour qu'ils prennent davantage d'engagements de libéralisation dans leurs secteurs industriels, agricoles et des services alors que

ceux-ci s'obstinent à maintenir leurs avantages et protection.

A mesure que la conférence ministérielle de Hongkong se rapproche et que les tactiques de manipulation, les stratégies de division et la pression augmentent sur les pays africains, les organisations de la société civile africaine ont formulé plusieurs recommandations, qui peuvent constituer autant de repères pour les négociateurs.

Sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les Osc africaines ont exigé des gouvernements qu'ils défendent leur droit et leur souveraineté dans la détermination et l'usage des droits de douane et d'autres politiques connexes qui sont des instruments de développement. Cela passe par un rejet des demandes de réductions tarifaires et de consolidation des droits existants à des taux bas qui ne permettront à l'avenir aucune action sur les politiques commerciales.

Concernant l'agriculture, principale source de revenu et de nourriture de la majorité de la population africaine, les organisations de la société civile appellent les pays africains à protéger leurs marchés comme le font les pays développés afin de préserver la sécurité alimentaire et le développement rural. De telles initiatives doivent passer par un refus de la baisse des droits de douane sur les produits agricoles et une reconnaissance explicite du droit de désigner des produits spéciaux et de mettre en place des mesures de sauvegarde pour tout pays africain qui en sent le besoin. La sempiternelle question des subventions a aussi été soulevée, et selon la société civile, elles doivent être purement et simplement supprimées conformément aux engagements pris par les pays développés.

En ce qui concerne les services, les Osc africaines ont dénoncé les politiques préconisées par le FMI et la BM dans le cadre des programmes d'ajustement structurels imposés aux pays africains et qui ont eu aujourd'hui pour résultat la déréglementation et la déstructuration du secteur des services dans ces pays. Les politiques de libéralisation et de privatisation ont eu pour

conséquence de transférer les patrimoines nationaux aux entreprises étrangères sans augmenter pour autant le niveau d'accès des populations à la plupart des services de base : la santé, l'eau et l'éducation.

C'est pourquoi les Osc ont appelé les gouvernements africains à ne pas répondre aux demandes de libéralisation plus poussée des pays développés et à résister à toute contrainte de prendre des engagements au titre de la libéralisation unilatérale qu'ils mettent en œuvre sous la pression du FMI et de la BM car cela peut les enchaîner à l'OMC et les rendre irréversibles.

Il est aujourd'hui reconnu que les pays africains ne pourront s'insérer avantageusement dans le commerce mondial ni prendre part effectivement aux négociations multilatérales sans une prise en compte effective et opérationnelle du traitement spécial et différencié, une plus grande attention à la question de la mise en œuvre des accords existants et une réinsertion des questions de développement au cœur des négociations.

Enfin, les Osc africaines ont apporté leur soutien à la déclaration des ministres du commerce de l'Union africaine produite lors de leur troisième session ordinaire tenue au Caire en juin dernier, en particulier sur leur demande de modification de l'article 24 du GATT en vue de la suppression de la clause de réciprocité dans les accords commerciaux régionaux.

Dénonçant le manque de transparence dans les méthodes et le processus de négociation ainsi que certaines pratiques non démocratiques qui sont en cours à l'OMC telles que les réunions mini-ministérielles et les réunions de petits groupes de pays dont les pays africains sont pour la plupart du temps exclus, les Osc recommandent aux pays sous-développés de garder la même unité qu'à Cancun afin d'éviter que leurs efforts ne soient sapés.

Sources : Notes Enda ; Déclaration finale ATN.

SUR LE FIL

Première audience publique de l'Organe de règlement des différends

Pour la première fois au cours de ses 10 années d'existence, l'OMC a ouvert au public, cette semaine, les travaux d'une réunion de règlement des différends. Les travaux des 12 et 13 septembre dans le différend de longue date sur le boeuf aux hormones entre l'UE, les Etats-Unis et le Canada, ont été diffusés en circuit de télévision fermé à un public constitué essentiellement de négociateurs du commerce, de représentants d'ONG, de médias et de chercheurs, à l'OMC, à Genève.

Depuis des années, l'OMC est critiquée pour son manque d'ouverture, pas simplement au public, mais, dans une certaine mesure, à ses propres Membres. Le processus de règlement des différends a été au cœur du débat sur une plus grande transparence organisationnelle. L'annonce faite par le groupe spécial sur les hormones, le 2 août, qu'elle acceptait la demande faite conjointement par les parties d'ouvrir les audiences au public, représentait ainsi un changement de politique historique.

Au cours du premier jour d'audience, l'UE, les Etats-Unis et le Canada ont chacun reconnu l'importance de cette journée, en mettant l'accent sur les avantages qu'une transparence accrue apporterait aux Membres qui n'ont jamais participé à un règlement des différends à l'OMC, ainsi que pour la compréhension de l'OMC et du système de règlement des différends par le public. Les trois pays soutiennent depuis longtemps le principe de rendre public le règlement des différends, mais à la condition que ceci soit acceptable pour toutes les parties à un différend. La réunion du 14 septembre entre les parties et les tierces parties - Australie, Brésil, Chine de Taipei, Inde, Nouvelle-Zélande, Norvège - était fermée, car tous ces derniers pays n'étaient pas tous disposés à l'ouvrir au public.

L'UE tente de faire lever les mesures de rétorsion

La question portée devant le groupe spécial est une plainte déposée par l'UE contre la poursuite de l'imposition de sanctions commerciales par les États-Unis et le Canada sur certains produits européens, pour un montant de 116,8 et 11,6 millions de dollars américains, respectivement. Les sanctions contestées avaient été autorisées en 1999 par l'Organe de règlement des différends, après que l'Organe d'appel ait déterminé, en 1998 (WT/DS26/AB/R et WT/DS48/AB/R) qu'une interdiction européenne frappant les exportations de viande traitées aux hormones en provenance des États-Unis et du Canada violait l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

L'UE soutient avoir adopté des mesures en 2003 pour se mettre en conformité avec la décision de l'Organe d'appel de 1998, et que la poursuite de l'imposition de sanctions portait donc atteinte au droit de l'OMC. Les États-Unis et le Canada rétorquent que l'autorisation de prendre des mesures de rétorsion s'applique toujours, en soutenant que l'UE n'a pas prouvé qu'elle s'était mise en conformité avec la décision. Face à cette accusation, l'UE répond que les États-Unis et le Canada devraient donc déposer contre l'UE une plainte de non mise en conformité avec une décision, au lieu de se contenter de continuer à imposer leurs sanctions. Un groupe spécial de l'OMC aurait alors à déterminer si l'UE se conformait de fait à la décision.

La question systémique de l'affaire et l'OMC

Dans les arguments avancés par les parties, on relève une question systémique importante. Aucun groupe spécial de l'OMC n'a jamais eu à statuer sur les procédures en vue de l'annulation de sanctions antérieurement autorisées. Ce groupe spécial aura à déterminer où se trouve la charge de preuve - le point de savoir si les Membres auraient à intenter un différend pour le respect ou le non respect d'une décision, afin de déterminer si et quand des sanctions autorisées devraient être levées. Ceci est une clarification importante des droits et des obligations des Membres aux fins du

Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les États-Unis et le Canada ont jusqu'ici été peu disposés à déposer contre l'UE une plainte de non respect d'une décision, aux fins de l'article pertinent du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (article 21.5). Ces deux pays soutiennent plutôt que l'UE devrait prouver qu'elle s'est mise en conformité. De plus, ceci devrait être confirmé de manière multilatérale, par exemple à travers l'adoption d'un rapport d'un groupe spécial de l'OMC recommandant la suspension ou l'annulation de leur droit à prendre des mesures de rétorsion. Les États-Unis et le Canada font valoir que l'UE n'a pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve de son respect de la décision, mais qu'elle se contente simplement d'affirmer qu'elle s'est mise en conformité avec la décision.

L'UE soutient, par contre, qu'en refusant d'intenter un différend pour déterminer si elle respecte de fait ses obligations, les États-Unis et le Canada ont déterminé 'de facto' de manière unilatérale, qu'elle ne s'était pas mise en conformité. Du fait que les règles de l'OMC exigent que de telles déterminations soient faites de manière multilatérale par l'Organe de règlement des différends, l'UE fait valoir que les États-Unis et le Canada portent atteinte au droit de l'OMC. Continuant à se renvoyer la balle, ces deux derniers pays soutiennent que les arguments avancés par l'UE ne sont pas fondés, car elle n'a ni mis un terme à son interdiction de la viande aux hormones, incompatible avec l'OMC, ni établi que les mesures qu'elle avait mise en œuvre en 2003 la mettaient en conformité avec la décision de 1998. De plus, les États-Unis et le Canada soutiennent que la notification par l'UE, à l'Organe de règlement des différends, de sa mise en conformité avec la décision était en elle-même une action unilatérale.

La série de réunions

Les premières réunions prévues se sont concentrées davantage sur des questions systémiques et de procédures que sur des questions

scientifiques et SPS de fond, liées à l'affaire. Au cours de la première session, le 12 septembre, les parties ont fait des déclarations orales sur le fondement de leurs présentations écrites, en énonçant leurs allégations et leurs arguments. Le 13 septembre, les parties et le groupe spécial ont eu l'opportunité de poser des questions et de demander des clarifications sur les déclarations et les présentations faites antérieurement.

Le groupe spécial a semblé explorer les possibilités offertes aux parties, dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, de résoudre le différend. Le groupe spécial a demandé à l'UE si sa plainte actuelle était de fait un différend intenté contre les États-Unis et le Canada aux fins de l'article du Mémoire d'accord relatif aux plaintes en cas de non-respect d'une décision - car, en cherchant à faire annuler les sanctions américaines et canadiennes, l'UE impliquait essentiellement qu'elle était en conformité avec des décisions antérieures de l'OMC. Ceci a été rejeté par l'UE, qui soutient que sa plainte était contre la détermination unilatérale de sa culpabilité par les États-Unis et le Canada. Le groupe spécial a également demandé aux États-Unis et au Canada pourquoi ils n'avaient pas eu recours au mécanisme du Mémoire d'accord pour déposer une plainte contre l'UE pour non respect d'une décision, afin de résoudre rapidement la question. Les États-Unis et le Canada ont fait valoir qu'ils n'étaient pas obligés de le faire aux fins du Mémoire d'accord, et les États-Unis ont spécifié que c'était pour que permettre aux Membres de déterminer la manière la plus efficace de résoudre de tels différends.

Relativement peu de personnes ont assisté à la première audience du règlement des différends ouverte au public. Jusqu'à 400 personnes étaient autorisées à observer les réunions, mais seulement 100 étaient présentes le premier jour. A la fin du second jour, il n'en restait que 20.

Résultats impatientement attendus

Les audiences ouvertes au public se poursuivront jusqu'au 15 septembre, les parties posant toute question restante et faisant leurs déclarations

finales. Du fait que les déclarations des parties et les questions posées par le groupe spécial sont à présent dans le domaine public, les observateurs des différends commerciaux attendent le rapport du groupe spécial avec une impatience particulière.

La Chine signe un accord avec l'UE sur les textiles interdits d'accès ; négociations américaines bloquées

L'UE et la Chine ont signé, le 5 septembre, un accord qui permettra de débloquent près de 80 millions de pièces de vêtements chinois importés qui ont été bloqués aux frontières de l'UE, mettant ainsi fin à ce que la presse britannique a qualifié de "guerre des soutiens-gorge".

L'accord, approuvé le 7 septembre, par les États Membres de l'UE, accroît la quantité des exportations de textiles chinois autorisée dans l'UE en 2005. L'accord amende effectivement les termes de l'accord du 10 juin qui limitait dix types d'exportations de textiles chinois dans l'UE à des hausses annuelles de pas plus de 8 à 12,5% au cours des trois prochaines années.

Les vêtements interdits, dont la plupart avaient été commandés avant l'imposition des restrictions à l'importation, ont été bloqués dans les ports européens, après que les contingents convenus en juin ont été remplis. Aux fins du nouveau pacte, les contingents d'importation pour 2005 ont été rehaussés, pour permettre de libérer la marchandise bloquée. La Chine a convenu de décompter la moitié de cette hausse au titre des contingents d'importations de 2006, alors que l'UE a convenu d'autoriser l'importation du reste en excès des quantités antérieurement convenues.

Dans l'intervalle, les négociations entre les États-Unis et la Chine sur un accord bilatéral sur les textiles ont échoué le 1 septembre, après 3 jours de négociations qui n'ont pas réussi à résoudre les questions clés. Le même jour, le Comité américain de mise en œuvre des accords sur les textiles (US Committee for the Implementation of Textile

Agreements - CITA), un organe gouvernemental qui gère le commerce des textiles du pays, a imposé des restrictions sur les importations de soutien-gorge et de tissus en filaments synthétiques chinois, en recourant à la clause de sauvegarde relative aux textiles dans l'accord d'accession de la Chine à l'OMC, clause qui permet aux Membres de l'OMC de restreindre les exportations de textiles chinois à une hausse de 7,5% par an. Le CITA a toutefois décodé de différer une décision sur la mise en place de restrictions pour 4 autres types de vêtements.

La "guerre des soutiens-gorge" suscite la colère des détaillants

Les détaillants du secteur des vêtements européens se plaignent depuis juin de la réintroduction des contingents, en déclarant que les restrictions à l'importation ont été mises en œuvre de manière si rapide qu'ils n'ont pas eu le temps d'adapter leurs offres. Ils soutiennent que des commandes de nombre des vêtements bloqués avaient été passées avant l'imposition des contingents. Cette situation a été aggravée par le fait que nombre des détaillants utilisaient la période d'un mois entre l'accord du 10 juin sur les contingents de textiles et la mise en place effective des régulations limitant les importations, à la date du 12 juillet, pour commander de grandes quantités de textiles, afin d'éviter les restrictions.

Toutefois, les restrictions contingentaires sont entrées en vigueur de manière rétroactive, en date du 11 juin. La restriction contingentaire spécifiée pour la période juin-décembre 2005 a été rapidement remplie et dépassée, et dix millions de pull-overs, de pantalons et de soutien-gorge se sont retrouvés bloqués dans les ports européens, suscitant la colère des détaillants européens qui les avaient commandés. "La Commission [européenne] aurait dû se soucier davantage du besoin de prévisibilité des détaillants" a déclaré Alessandro Bedeschi, Secrétaire général de l'AEDT, une organisation qui représente les détaillants européens du secteur des vêtements.

La gêne politique qui en a résulté a incité la Commission européenne à se rapprocher de la

Chine, dans l'espoir de renégocier l'accord de juin, en vue de débloquent les vêtements retenus aux frontières. La question était de savoir si toute hausse des volumes d'importation autorisés serait décomptée en excès des contingents de 2005, ou si elle serait décomptée par rapport aux restrictions pour l'année suivante. La décision de diviser la différence a été prise le 5 septembre. La Chine a également convenu de ne pas délivrer davantage de licences d'exportation pour des sweaters, des pantalons et des soutiens-gorge, cette année.

Le pacte implique également que la quantité de textiles chinois autorisée dans l'UE en 2006 sera inférieure à celle prévue. Les détaillants britanniques ont averti qu'à long terme, ceci mènerait à des pénuries de vêtements chinois et à des prix probablement plus élevés pour les consommateurs. Certains importateurs et Etats Membres de l'UE se sont dits inquiets de voir une accélération similaire des commandes se produire début 2006, menant de nouveau à une renégociation forcée de l'accord sur les textiles. "Nous sommes heureux de la solution à court terme" a déclaré Ferry den Hoed, un responsable de l'Association du commerce extérieur de l'UE, un groupe de pression du commerce de détail. "Mais à terme, on peut encore avoir le chaos l'an prochain."

Utilité des contingents contestée

L'utilité des contingents pour protéger l'industrie peu compétitive des pays développés a été contestée non seulement par les détaillants européens, qui ont eu à faire face à l'incertitude et à la hausse des coûts, mais aussi par ceux qui notent que l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements a déjà donné à l'UE dix années pour s'adapter à la concurrence accrue des grands pays en développement. Tout en donnant aux petits pays en développement qui n'avaient pas bénéficié de contingents garantis au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements davantage de temps pour s'adapter à l'élargissement de la part de marché chinoise, l'accord bilatéral avec la Chine pourrait néanmoins avoir des incidences négatives sur les travailleurs chinois ainsi que sur les détaillants et les consommateurs européens.

Ces questions étaient au centre des discussions menées les 6 et 7 septembre, à Bruxelles, entre les pays Membres de l'UE, et durant lesquelles des pays favorables à la libéralisation tels que l'Allemagne et la Suède ont plaidé en faveur du déblocage des vêtements interdits d'entrée. Des pays tels que la France et l'Italie, qui ont des secteurs de production textile importants, avaient en premier lieu plaidé en faveur d'une adhésion stricte aux termes initiaux de l'accord de juin, mais ont fini par accepter les changements. En dépit de ces tensions, toutes les parties ont convenu d'approuver l'accord entre la Chine et l'UE, ouvrant la voie à une approbation sans discussion par la Commission européenne, le 14 septembre. Le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a qualifié l'accord de "satisfaisant" et "équitable", tout en se plaignant que la question de la "guerre des textiles" ait été grossie de manière disproportionnée, cet été.

Les discussions entre les États-Unis et la Chine dans l'impasse

Par ailleurs, le quatrième round des négociations entre la Chine et les États-Unis sur un accord visant à résoudre leur différend sur les textiles a capoté le 1er septembre, à Beijing. Le ministre du commerce chinois a fait état de "divergences sur des questions de principes" et a mis l'accent sur le fait que "les canaux ouverts pour des négociations" restaient ouverts. On attend sous peu une annonce, avec la date de la prochaine série de négociations.

Des questions clés restent à résoudre avant que les discussions ne puissent progresser vers des détails techniques tels que les taux de hausse autorisés pour les volumes d'importation de produits spécifiques. Les États-Unis veulent, en particulier, que tout accord dure jusqu'en fin 2008, alors que pour la Chine tout accord devrait expirer d'ici fin 2007, comme son accord avec l'UE. De plus, les États-Unis souhaitent conserver leur droit de restreindre les importations de produits textiles chinois qui n'entrent pas dans le cadre de l'accord bilatéral, alors que la Chine insiste pour que les États-Unis renoncent au recours à cet instrument pendant que le pacte est en vigueur. Une autre question en jeu est la portée de l'accord, les États-

Unis demandant que 35 produits soient visés et la Chine espérant limiter ceci à 13. Le gouvernement chinois, avec les importateurs américains, envisage des taux de croissance annuelle d'au moins 20%. Les producteurs de textiles américains souhaitent toutefois que les hausses soient limitées à 7,5%.

Les deux nouvelles mesures de sauvegarde américaines suivent des restrictions d'importation antérieures, imposées sur 7 autres types de textiles chinois. On s'attend à ce qu'elles exercent des pressions sur les négociateurs chinois, du fait que les groupes du textile américains se sont engagés à plaider en faveur de sauvegardes supplémentaires si un accord bilatéral n'est pas conclu. Comme leurs homologues transatlantiques, les importateurs américains de textiles et de vêtements sont inquiets au sujet des restrictions à l'importation. La US Association of Importers of Textiles and Apparel a récemment déclaré que tout accord ne devrait pas être trop strict, afin d'éviter une répétition des problèmes récents de l'UE.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

3 octobre, OMC, Genève, Comité de l'accès aux marchés

5-6 octobre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement

10 - 14 octobre, OMC, Genève semaine des Nama

19 - 20 octobre, OMC, Genève, Conseil général

EVENEMENTS AILLEURS

28 Octobre 2005, Paris, France : L'IFRI et l'Agence Française de Développement organisent le 28 octobre prochain, à l'IFRI, une conférence internationale sur le thème : "le commerce pour le développement : l'avenir du traitement spécial et différencié". La conférence se tiendra dans la perspective de la réunion ministérielle de l'OMC à Hong-Kong. Elle abordera deux dimensions importantes de la problématique du développement dans les négociations commerciales : la question de l'avenir des systèmes de préférences et de leurs enjeux pour les pays les plus vulnérables à la libéralisation internationale ; celle de la "différentiation" des pays en développement, en particulier des économies émergentes, au regard des règles et engagements de l'OMC. En réunissant les apports de certains des meilleurs experts internationaux sur ces questions, l'objectif est d'apporter un éclairage intellectuel contribuant au débat public français et international, ainsi qu'à la recherche de solutions favorisant les possibilités d'aboutissement des négociations. Sont invités à cette conférence un large public d'acteurs publics et privés concernés par ces questions. Les principales conclusions des travaux seront publiées, avant Hong-Kong, sous forme de "Policy Brief". L'ensemble des contributions intellectuelles sera ultérieurement publié dans un ouvrage collectif. Ce projet a reçu le soutien de la Direction Générale du Commerce de la Commission Européenne.

Pour plus de renseignements, consulter : http://www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/manifestations/interventions___l_ext_rieur_1031842993962/publi_P_manif_eco_trade_and_dev_____1127477193712

1 - 4 octobre, Paris, France, 1er Salon international pour un Commerce Équitable.

Contact Laure Houpert, Plaine Commune : laure.houpert@plainecommune.com.fr
<http://www.plainecommune.fr>. Informations et inscriptions : Association Minga : 01 48 09 92 53 ou minga.faire.ensemble@wanadoo.fr
<http://www.minga.net>

2 - 6 octobre 2005, Torino, Italie, 3ème congrès sur l'environnement de l'éducation

Contact: The Secretary's Office, Istituto per l'Ambiente e l'Educazione Scholé Futuro
 Téléphone: 39-11-436-6522 Fax: 39-11-436-6522 Email: info@3weec.org Web Site: <http://www.3weec.org/>

3 - 14 octobre 2005, Genève, Suisse, 52 ème session de UNCTAD conférence sur le commerce et le développement. Contact: UNCTAD Secretariat Telephone: +41-22-917-5809 Fax: 41-22-917-0051 Email: meetings@unctad.org Web Site:

<http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intltemID=3321&lang=1>

3 - 7 octobre 2005, Nairobi, Kenya 3ème congrès sur la conservation agricole Contact: Martin Bwalya, Secrétariat Congres Téléphone: 263-4-334395 Fax: 263-4-332853

Email: mbwalya@africaonline.co.zw Web Site: <http://www.act.org.zw/Congress/congress.htm>

5 - 7 octobre 2005, Cape Town, Afrique du Sud Forum des parlementaires sur la législation de l'énergie et le développement durable, Contact: UN Division for Sustainable Development, Téléphone: 1-212-963-2803 Fax: 1-212-963-4260 Email: dsd@un.org

<http://www.un.org/esa/sustdev/calendar/oct2005.htm>

9 - 13 octobre Bonn, Allemagne, SIXIÈME RÉUNION OUVERTE sur la dimension humaine de la recherche sur le changement environnemental des communautés

Contact: Lis Mullin, Open Meeting Coordinator, IHDP Secrétariat Téléphone: 49-228-73-90-50 Fax: 49-228-73-90-54 Email: mullin.ihdp@uni-bonn.de

Web Site: <http://openmeeting.homelinux.org/>

11 - 13 octobre 2005, Genève, Suisse: PLATEFORME INTERNATIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN durable, Téléphone De Frei AG D'Otto: 41-31-311-35-66 fax: 41-31-

311-35-67 email: site Web de
sofie.flensburg@unep.ch: <http://www.s-dev.org>

11 - 13 Octobre 2005, Genève, Suisse, S-DEV
GENÈVE 05", contact: Otto Frei,
Téléphone 41-31-311-35 fax 66 41-31-311-35
email 67: site Web d'info@s-dev.org:
<http://www.s-dev.org/>

18 - 19 octobre 2005, New Dehli, Inde, Atelier
international sur le changement climatique et le
développement durable.
[http://www.un.org/esa/sustdev/calendar/oct2005.ht](http://www.un.org/esa/sustdev/calendar/oct2005.htm)
m

24 - 28 octobre 2005, Adis Adéba, Ethiopie,
réunion sur l'accomplissement de la région Afrique
contact: Téléphone: 251-1-51-72-00 fax: 251-1-51-
44-16 email: site Web d'ecainfo@uneca.org:
<http://www.uneca.org/>

26 - 28 octobre, Rome, Italy, troisième session du
groupe de travail technique intergouvernemental
sur les ressources génétiques pour l'agriculture et
l'alimentation de la commission de la FAO sur les
ressources génétiques.
Contact: Arturo Martinez, Chief, FAO Seed and
Plant Genetic Resources Service
Téléphone: 39-6-57-056574 Fax: 39-6-57-
056347Email: Arturo.Martinez@fao.org
<http://www.fao.org/cgrfa>

28 octobre au 1er novembre, Beijing, Chine,
Deuxième forum international de l'éducation pour
le développement durable Contact: Christiana
Lawson, Forum Secretariat, Beijing, China
Telephone: 86-10-6606-7158 Fax: 86-10-6606-
7158
Web Site: <http://www.bj-aes.org/forum2005/>

PUBLICATIONS

**Le Genre dans la Gestion des Ressources en Eau,
L'Approvisionnement en Eau et Assainissement**,
Khalid Elamrani. Ce livre présente un cadre
simplifié pour l'analyse du genre qui peut être
utilisé pour des évaluations rapides et

participatives et il sert aussi de guide pour la
planification. Le document donne également un
aperçu du développement actuel au niveau de la
politique pour la gestion intégrée des ressources en
eau en faisant le lien avec l'analyse du genre.
Finalement, il résume et analyse la mise en œuvre
opérationnelle des stratégies du genre dans les
principes de la gestion des ressources en eau dans
le secteur de l'eau et de l'assainissement.

**L'énergie et l'environnement pour atteindre les
Objectifs du Millénaire**, Florent Breuil. Cette
publication met l'accent sur le rôle essentiel que
jouent les services énergétiques et
environnementaux lorsqu'ils contribuent à donner
les moyens aux plus démunis d'améliorer leurs
conditions de vie, et à protéger la capacité de la
nature à fournir des services dont dépend la
croissance économique. Cette publication est la
compilation des travaux du PNUD menés dans
chacun des 166 pays membres du programme. Elle
illustre la manière dont les communautés locales
du monde entier, du Kenya à la Syrie et du
Guatemala à la Mongolie, travaillent pour créer des
conditions de vie durables tout en répondant aux
défis environnementaux mondiaux.

Interactions entre population et développement et
les objectifs de la Déclaration du Millénaire par
Florent Breuil. Le rapport indique que la baisse de
fertilité enregistrée par les pays en développement
depuis les années 70 et 80 crée de nouvelles
opportunités. Il explique que tout en réduisant le
nombre d'enfants dans la population, cette baisse
de fertilité augmente aussi, dans la population, la
proportion de personnes en âge de travailler

**Rapport sur le Commerce et le Développement
2005**, par Florent Breuil. L'économie mondiale
poursuit son expansion, mais il existe de graves
risques de recul, et la croissance modérée observée
au cours du premier semestre de 2005 devrait
servir d'avertissement, d'après le Rapport sur le
Commerce et le Développement 2005 (1) de la
CNUCED, publié aujourd'hui. Les auteurs du
Rapport considèrent que le principal moteur de la
croissance, l'économie des États-Unis d'Amérique,
risque de s'essouffler avant que d'autres pays ou
régions ne puissent prendre la relève.

Rapport sur le commerce mondial, OMC, 30 juin 2005. Le Rapport sur le commerce mondial 2005 met l'accent sur les normes, la délocalisation des services et les transports aériens, L'application de normes techniques par les gouvernements nationaux peut avoir des effets aussi bien positifs que négatifs sur le commerce international, indique le Rapport sur le commerce mondial 2005 de l'Organisation mondiale du commerce.

L'incidence économique des APE dans les pays de la CDAA, document de travail, Alexander Keck et Roberta Piermartini, OMC, août 2005 Industrial Tariffs and the Doha Development Agenda, OMC. Ce document, qui contient de nombreux tableaux et graphiques, met l'accent sur le mandat de base donné aux négociateurs à Doha et examine des questions spécifiques qui se posent aux pays développés, aux pays en développement et aux pays les moins avancés. 2005

L'OMC et l'imposition directe, OMC.

Ce document donne un aperçu du champ d'application des règles de l'OMC dans le domaine de l'imposition, en particulier de l'imposition directe. Il contient un résumé des différends concernant certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu qui ont été soulevés dans le cadre de l'OMC depuis sa création, en particulier du long différend qui a opposé les CE et les États-Unis au sujet des régimes FSC/ETI des États-Unis. 2005

The Changing Landscape of Regional Trade Agreements, OMC. Dans ce document sont examinées les principales tendances et caractéristiques des accords commerciaux régionaux, en vigueur et en cours de négociation. Leurs effets sur les tiers et sur le système commercial multilatéral sont aussi examinés.

The Trade, Debt and Finance Nexus: at the Cross-roads of Micro-and Macroeconomics, OMC. Le présent document a pour objectif d'éclairer cette relation à multiples facettes et complexe, ainsi que la façon dont l'OMC s'inscrit dans un effort national et international visant à répondre à certains des défis posés par ces relations. Ce document passe en revue certains des

liens théoriques et les publications parues sur le sujet, et analyse les mesures pratiques et les priorités qui sont directement traitées dans le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances nouvellement créé à l'OMC. Enfin, il aborde la question de la Cohérence dans les travaux des organisations internationales portant sur certains des liens mis en évidence dans le premier chapitre. 2005

Retrouvez les informations sur les archives de **PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE** sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.
Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)
Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe